

Unité interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau - CS20105
71351 Chalon-sur-Saône Cedex

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DIM FRANCE SAS

2 rue Nicéphore Niepce
71400 Autun

Références : AV/CD/2023/C_170
Code AIOT : 0005401263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement DIM FRANCE SAS implanté ZI de St Pantaléon 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 28 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de installations classées et de l'action nationale « sécheresse » 2023.

Les mesures de restriction de l'usage de l'eau ont débuté le 14 juin 2023 pour le secteur de l'Arroux :

- alerte du 14 juin au 26 juillet 2023

- alerte renforcée du 27 juillet au 06 septembre 2023

- crise depuis le 7 septembre 2023 (arrêté préfectoral n° 71-2023-09-07-00007 portant restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire du 7 septembre 2023).

L'inspection est donc réalisée au passage du seuil d'alerte renforcée à celui de crise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIM FRANCE SAS
- ZI de St Pantaléon 71400 Autun
- Code AIOT : 0005401263
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site DIM FRANCE SAS situé dans la zone industrielle Saint Pantaléon à Autun est spécialisé dans la teinture et le conditionnement d'articles de bonneterie et chaussants. Environ 100 personnes travaillent sur le site. Le marché du collant est en perte de vitesse ce qui conduit à une baisse de production du site depuis plusieurs années. Un projet de teinte de collant de contention de niveau 1 a été lancé en 2020, mais ce dernier a été arrêté.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 86-112 du 30 avril 1986.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse (action nationale 2023)
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Exclusion des dispositions de l'AM du 30/06/2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
4	Documents à tenir à la disposition de l'inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
7	Stockage temporaire des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/1986, article 6.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Dérogation - Adaptation des dispositions de l'AP cadre	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 8
3	Dérogation - Exemption des dispositions de l'AP cadre	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3
5	Registre	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3
6	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3
8	Élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/1986, article 6.4.3
9	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence les efforts de l'exploitant pour respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 25 mai 2022. En période d'alerte renforcée, il serait parvenu à atteindre une baisse de ses prélèvements de 45 % (pour une prescription de 50 %). L'exploitant met en avant des difficultés à atteindre les 50 % et à respecter les dispositions relatives au passage en crise. Toutefois, au regard des actions de réduction pérennes mises en place (meilleurs techniques), l'exploitation de l'installation rentre dans le champ des exemptions aux dispositions de l'arrêté préfectoral cadre pour cette année 2023.

Il est relevé 2 non-conformités sur la thématique des déchets et 2 demandes de compléments sont formulées sur la thématique sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exclusion des dispositions de l'AM du 30/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;- production, distribution et cogénération d'électricité ;- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1 ^{er} janvier 2023.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau reprenant les volumes prélevés au réseau d'eau de ville pour le centre de finition. Volume prélevé sur l'année 2017 : 55 159 m ³ . Volume prélevé sur l'année 2022 : 28 980 m ³ . L'exploitant démontre qu'il a réduit de plus de 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018 ses prélèvements d'eau. Constat 01-12092023 : demande de compléments : l'exploitant transmet en réponse à la visite d'inspection les factures évoquées en inspection permettant de valider les volumes présentés lors de la visite. L'exploitant n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation - Adaptation des dispositions de l'AP cadre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Des adaptations pourront être accordées à titre exceptionnel par le préfet, sur la base d'une demande adressée à la préfecture et dûment motivée. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État. Concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 3 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas demandé d'adaptation à titre exceptionnel en 2022 et pour le moment en 2023. Il a mis en place en 2022 et 2023 des mesures permettant de diminuer les prélèvements lors des périodes de restriction. Notamment en 2023, l'exploitant a mis en place les mesures organisationnelles suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 2 semaines d'arrêt de l'usine en août 2023 ;- éviter les teintures en armoire (consommation d'eau des armoires 200 % supérieure à celle en autoclaves, soit 1/3 des passes armoires décalées depuis juillet 2023 ;- depuis août 2023, 20 % des productions sont décalées à fin septembre 2023 (passes en armoires incluses).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dérogation - Exemption des dispositions de l'AP cadre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.
Constats : L'exploitation du centre de finition ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse. Le jour de la visite, l'exploitant a démontré que ses besoins en eau nécessaires pour les activités réalisées sur le site ont été réduits au maximum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées aux travaux réalisés depuis 2018/2019 : <ul style="list-style-type: none">- recyclage des bains de rinçage ;

<ul style="list-style-type: none"> - modification du procédé de teinture avec des machines plus petites, variateurs de vitesse installés sur les pompes des autoclaves, autoclave avec coussins d'air permettant de limiter les volumes d'eau ; - optimisation des consommations d'eau entre 2019 et 2021 (diminution des passes en armoire, passage de 65 à 41 m³ eau / tonne teinte) ; - récupération des eaux de refroidissement en 2021 (renvoi vers la chaufferie) ; - arrêt de la boucle de formage (eau perdue sous forme de vapeur) en 2023 ; - mise en place progressive du principe rain and dye (teinture par ruissellement – migration) sur 2022 et 2023. <p>De plus, des projets sont en étude pour, par exemple, la réutilisation des eaux de procédé.</p> <p>L'exploitant a présenté un document comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures organisationnelles temporaires mises en place, suivi des indicateurs démontrant la réduction des prélèvements (indépendamment des variations de la production), les projets de réduction de la consommation d'eau notamment).</p> <p>L'exploitant peut être exempté des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre pour cette année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Documents à tenir à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p>

<p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit fournir au 1^{er} octobre 2023 les éléments 1 et 6 de la liste.</p> <p>Le jour de la visite, il a déjà présenté la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1^{er} janvier 2018.</p> <p>L'exploitant réalise un relevé quotidien des volumes prélevés.</p> <p>Constat 02-12092023 : demande de complément : l'exploitant devra établir la liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées.</p> <p>Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations devront être réalisées.</p> <p>Pour rappel, l'exploitant n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (cf. point de contrôle n° 1).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an (en période d'alerte renforcée et de crise) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100 m³/j mis à disposition des services de contrôle.
<p>Constats :</p> <p><u>L'exploitant étant exempté des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre, le constat est présenté à titre informatif.</u></p> <p>L'exploitant a présenté le registre quotidien de ses prélèvements (réalisé depuis 2016) au réseau d'eau de ville (compteur en entrée de site). Il existe des sous-compteurs pour les sanitaires et la chaudière, par déduction, l'exploitant est en mesure de donner les volumes d'eau prélevés pour le poste teinture.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an (en période d'alerte renforcée et de crise) : <ul style="list-style-type: none">- seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.
Constats : <u>L'exploitant étant exempté des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre, le constat est présenté à titre informatif.</u> L'exploitant indique que depuis le passage en alerte renforcée, il a décalé les opérations de teinture non prioritaire (soit 20 %) à la fin du mois de septembre afin de respecter les dispositions relatives à ce seuil. Il indique ne pas pouvoir se permettre d'arrêter sa production alors que la période de mise sur le marché des collants est prévue pour mi-octobre. Le décalage de production présente des limites : <ul style="list-style-type: none">- soit davantage d'immobilisation en stock (coût financier) ;- soit risque de rupture d'approvisionnement. Il envisage donc de prioriser les usages pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire voire de solliciter une dérogation auprès de la préfecture de Saône-et-Loire. Ce qui ne sera pas nécessaire au regard de l'exemption constatée précédemment. La moyenne hebdomadaire constatée lors de l'inspection pour la semaine précédant la visite (semaine 36) est de 320 m ³ . Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les moyennes hebdomadaires des dernières années à la même période de production. La moyenne hebdomadaire 2021 en semaine 36 est comparée à la moyenne hebdomadaire à la même période en 2021 (année sans restriction avec production normale) qui était de 590 m ³ . Il est constaté une réduction de 45 % par rapport à cette moyenne hebdomadaire de 2021. Toutefois, l'activité n'étant pas considérée comme saisonnière ou périodique (production annuelle avec pic d'activité toutefois de septembre à janvier). Il est nécessaire de réaliser la comparaison avec une moyenne hebdomadaire pertinente. En période d'alerte renforcée, au vu des premiers éléments, il apparaît que l'exploitant aurait presque atteint les 50 % (45 %), à confirmer avec les calculs d'indicateurs proposés ci-dessous, grâce aux mesures organisationnelles indiquées précédemment et rappelées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- 2 semaines d'arrêt de l'usine en août 2023 ;- éviter les teintures en armoire (consommation d'eau des armoires 200 % supérieure à celle en autoclaves, soit 1/3 des passes armoires décalées depuis juillet 2023) ;- depuis août 2023, 20 % des productions sont décalées à fin septembre 2023 (passes en armoires incluses).

Observations :

En 2022, les mesures de restriction ont débuté le 20 juillet 2022 pour le bassin de l'Arroux :

- alerte du 20 juillet au 5 août 2022 ;
- crise du 5 août 2022 au 21 septembre 2022 ;
- alerte renforcée au 21 septembre 2022, pas de publication de fin d'alerte (le dernier arrêté préfectoral indique une validité jusqu'au 15 octobre 2023).

En 2023, les mesures de restriction ont débuté le 14 juin 2023 pour le bassin de l'Arroux :

- alerte du 14 juin au 26 juillet 2023 ;
- alerte renforcée du 27 juillet au 6 septembre 2023 ;
- crise depuis le 7 septembre 2023.

S'il le souhaite, l'exploitant pourra réaliser des indicateurs en prenant en compte la moyenne hebdomadaire pertinente au vu de l'activité de l'installation (il est recommandé de réaliser le volume de référence mentionné au II de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et décrit dans la note d'application du 5 juillet 2023, à partir des données de 2022 auxquelles sont retranchées les jours de restriction de 2022, à renouveler les années suivantes).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage temporaire des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/1986, article 6.3

Thème(s) : Déchets

Prescription contrôlée :

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'entreprise. Il se fait dans des conditions qui ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

Les stockages de déchets liquides ou pâteux se font en cuvette étanche à rétention, résistant à l'attaque des produits stockés et à la pression des fluides. Le volume total stocké doit pouvoir être retenu afin de ne pas provoquer de pollution accidentelle.

Le stockage de déchets solides se fait sur aire étanche. Si ces déchets peuvent être soumis à la pluie, l'aire doit pouvoir retenir ces eaux. Celles-ci sont récupérées et traitées à moins qu'elles aient les caractéristiques prévues à l'annexe 2.

Constats :

Le site dispose de bacs de tri aux postes de travail ainsi que de bennes permettant le stockage des déchets à l'intérieur du bâtiment. Les teintures liquides et poudres qui ne seront plus utilisées et qui prennent alors le statut de déchets sont stockés en haut des racks de stockages de produits avec un étiquetage particulier. La zone est sur une aire étanche. Le volume total entreposé peut être retenu via le bassin d'homogénéisation extérieur.

En extérieur, sont entreposés les ferrailles et les palettes bois.

Constat 03-12092023 : non-conformité : une partie du stockage de ferraille est entreposée à même le sol, sans aire étanche.

Les déchets d'aérosols, de néons, les huiles usagées... sont entreposés dans un local fermé à clé pourvu de rétention.

Constat 04-12092023 : non-conformité : les rétentions dans le local sont encombrées de palettes et de matériels, le volume de rétention est de fait insuffisant.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/1986, article 6.4.3
Thème(s) : , Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par l'installation dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Il est responsable du devenir des déchets jusqu'à leur élimination dans des conditions propres à sauvegarder les intérêts visés à l'article 6.1. Il doit donc s'assurer que l'installation traitant ou éliminant ses déchets est dûment autorisée à cette fin au titre de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées et pourra en justifier à tout moment. Il doit également s'assurer que les filières de traitement retenues sont adaptées à une bonne élimination des déchets.
Constats : L'ensemble des déchets issus du centre de finition est repris par SARP OSIS SUEZ à Torcy. A noter que depuis 2022, la part des non-recyclés, non valorisés a beaucoup diminué. Les déchets de collant sont récupérés par la société SUEZ pour une transformation en CSR (combustible solide de recyclage ou combustible solide de récupération). L'exploitant dispose, via le contrat le liant à la société SUEZ, des actes administratifs lui permettant de vérifier que le site est bien autorisé. Tous les mois, la société SUEZ transmet à l'exploitant un bilan permettant de connaître les filières de traitement retenues pour les déchets générés par l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les

déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant a présenté deux registres :

- déchets non dangereux : ce registre comporte les déchets sortants de l'ensemble des usines DIM d'Autun, mais peut être trié par établissement, le registre comprend l'ensemble des informations demandées par l'article 2 ;

- déchets dangereux : ce registre est une extraction de la plateforme Trackdéchets. Il comporte l'ensemble des informations demandées par l'article 2.

Observations : Les derniers bordereaux au format « papier » d'élimination des déchets dangereux (colorants en poudre, peroxyde d'hydrogène, teinture liquide, phosphate monosodique anhydre) sont présentés en date du 30 décembre 2021. L'exploitant indique que des déchets liés à la teinture (colorant non utilisé notamment) devraient être éliminés en 2023, il attend en général 2 ans pour les évacuer.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de faire évacuer et éliminer plus fréquemment les déchets dangereux liés à la teinture. La réglementation indique que la durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n° 1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760.

La dernière élimination de déchets dangereux date des mois de février et mai 2023 et concerne les batteries, des solvants, des piles, des aérosols, des absorbants.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet